

La voix de l'Opposition de gauche

Sans blague, on se disait bien que les marchés étaient de gauche !
Le PS est un parti du capital. Démonstration par l'un de ses dirigeants.

12 avril 2012

(Un article de l'agence Reuters du 11 avril intitulé : *Les marchés plus intelligents que la droite, selon Michel Sapin*. Mes commentaires figurent entre parenthèses)

Dans un entretien accordé mardi à Reuters, l'ancien ministre des Finances, Michel Sapin, affirme que le candidat socialiste, favori des sondages, ne conteste pas le redressement budgétaire prévu par le dernier traité européen et qu'il ne veut pas "casser" le système bancaire français.

(Ouf, les banquiers vont être soulagés, en fait ils savaient déjà à quoi s'en tenir !)

L'objectif n'est pas de "rassurer" les marchés, ajoute-t-il, car rien n'est plus angoissant qu'un discours visant à rassurer, mais d'expliquer quelle politique sera mise en oeuvre pour atteindre le déficit zéro fin 2017.

(Au premier coup d'oeil on pourrait croire qu'il se contredit, pas du tout car pour le coup il aurait de quoi "angoisser", or il affirme dans la foulée que le PS n'avait jamais eu l'intention de changer de cap et de rompre avec la politique de Sarkozy subordonnée au règlement de la dette et à la réduction du déficit.)

"Les marchés sont plus intelligents que la droite", réplique Michel Sapin. "Les marchés sont les premiers à détester l'incertitude. Ils ont besoin de voir clair, de comprendre quelle est la volonté."

(C'est on ne peut plus clair en effet : la soumission du PS aux marchés ne connaîtra pas de répit !)

"Ils ne sont pas là pour faire tomber les gouvernements, ils sont là pour essayer de prendre les décisions qui sont les mieux adaptées", ajoute-t-il.

(Assurément, en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne, ils n'ont pas mis la main à la pâte pour mettre en place des gouvernements à leurs bottes... D'ailleurs, pourquoi auraient-ils agi de la sorte, puisque leurs intentions sont si louables, franchement, ce serait leur faire un procès d'intention que d'imaginer qu'ils auraient pu "prendre les décisions qui ne seraient pas "les mieux adaptées", à quoi au fait... sinon à leurs propres intérêts ! Chut, ce ne sont pas des choses à mettre dans n'importe quelles oreilles, voyons !)

Dans le débat sur la croissance, François Hollande ne prévoit pas de relancer l'activité par la dépense publique mais de soutenir la croissance par une politique de l'offre.

(Il doit vouloir dire par "offre" de nouveaux cadeaux aux capitalistes. Poursuivons notre lecture pour préciser plus loin ce qu'il entend par là.)

"Il faut que tout le monde comprenne bien que quand nous disons 'croissance', ça ne veut pas dire 'relance'."

"C'est une politique de croissance par une politique de l'offre et pas par une politique de la demande", ajoute Michel Sapin, citant le soutien à l'innovation et à l'investissement.

"Le keynésianisme, vous le faites une fois tous les 40 ans, vous ne le faites pas deux fois en cinq ans."

(Les cadeaux aux capitalistes en numéraire n'ayant pas suffi, puisqu'il n'est pas question d'augmenter les dépenses de l'Etat mais plutôt de les réduire, il s'agit d'autre chose, mais quoi alors, quel autre facteur reste-t-il pour augmenter la productivité et la compétitivité des entreprises afin de créer de la croissance, pardi, la flexibilité des conditions de travail et la baisse des salaires qui l'accompagne, c'est à cela que Hollande invite les dirigeants syndicaux à collaborer. Gageons qu'ils se feront tirer l'oreille dans un premier temps, histoire de préparer le terrain à leur capitulation en rase campagne devant ce représentant du capital...)

Et si la croissance n'est pas là? *"Aucun pays ne peut dire tout seul dans son coin : puisqu'il n'y a pas la croissance, je décide tout seul de renoncer à un retour progressif à l'équilibre des finances publiques."*

"Les marchés désigneraient du doigt immédiatement celui qui, tout seul, dirait 'puisque c'est comme ça, je me débrouille tout seul', ce n'est pas possible, ça n'existe plus", ajoute-t-il. "Ces sujets sont d'intérêt commun et ne peuvent être traités que de manière commune."

(Lors du G20 par exemple, dominé par des dictatures (Etats-Unis, Chine), des régimes mafieux (Russie, Afrique du Sud) ou semi-féodaux (Inde), tous adeptes de l'ultra libéralisme anglo-saxon et nostalgiques des conditions d'exploitation du prolétariat du XIXe siècle. Il est vrai que flanqué de tels partenaires, on hésiterait à deux fois avant de les provoquer ou pire d'entrer en guerre avec eux. Rassurez-vous, le PS n'en a jamais eu l'intention puisqu'ils défendent une cause "commune".)

Pour François Hollande, le rétablissement de l'équilibre des comptes sociaux est une "urgence", au coeur de l'engagement plus large d'équilibrer les comptes de la France fin 2017, pour la première fois depuis 1974.

"C'est sur la sécurité sociale que l'équilibre est le plus urgent", déclare Michel Sapin. "La sécurité sociale n'a aucune raison d'ordre économique d'être en déséquilibre."

(Ce n'est pas bien de tirer sur une ambulance... Ah oui, parce qu'il y en a qui ne savent pas encore que le PS en est parfaitement capable, qui l'ont oublié ou qui ne l'ont jamais su, qu'ils se dépêchent de réviser ou d'apprendre leur leçon, s'ils ne veulent pas colporter les pires illusions dans ce parti pourri.

Donc l'urgence va être pour le PS d'amplifier l'offensive contre la Sécu et les organismes sociaux, avec la collaboration de tous les syndicats il faut préciser, puisqu'ils les cogèrent avec l'Etat et le patronat.)

"Il ne s'agit pas de rassurer, il s'agit de dire des choses précises, concrètes, de dire que le premier projet de loi sera la loi de programmation pluriannuelle de rétablissement des finances publiques (...), (et) la réforme fiscale".

(On a toutes les raisons d'être inquiet, en effet !)

François Hollande ne s'oppose pas à l'objectif de redressement budgétaire auquel vise le dernier traité européen. "*Le rythme inscrit dans le traité ne nous gêne pas, c'est le rythme que nous nous imposerions tous seuls*", dit Michel Sapin.

(Il n'est même plus besoin de préciser dans quel camp se situe le PS, il le dit lui-même, celui de la réaction.)

Quant à la '*règle d'or*' budgétaire, elle peut passer par une loi organique plutôt que par l'inscription dans la Constitution. Les réformes du financement de la protection sociale et celles portant sur l'emploi et la compétitivité seront élaborées avec les partenaires sociaux, souligne-t-il. (Reuters 11.04)

Traités européens ou non, "*règle d'or*" inscrite ou non dans la Constitution, nous remercions monsieur Sapin de préciser que ce sera du pareil au même. Il ferait bien tout de même d'en informer les dirigeants du POI qui mènent campagne sur ce thème, et qui semble-t-il l'ignorent ou feignent de l'ignorer encore.

Pourquoi ? Qu'est-ce que vous voulez, aux uns les moulins à prières, aux autres les moulins à vent, il faut bien qu'ils donnent à leurs militants l'impression d'être utile à quelque chose...

En trois semaines ils ont réalisé 30.000 signatures, moins les leurs, il en reste 23.000 en étant généreux, soit un peu plus de trois signatures par adhérents et les voilà déjà qui crient victoire, c'est ainsi qu'il y a des gens qui se satisfont de peu, à croire qu'ils sont déjà bien servis ou que l'essentiel de leurs besoins sont déjà satisfaits.